

Perspectives à moyen terme de l'économie française 1994-2000 (*)

Loïc Cadiou, Gérard Cornilleau, Catherine Mathieu

Département d'Économétrie de l'OFCE

En 1995, la France devrait retrouver une croissance de l'ordre de 3,5 %. Ce regain est-il durable ? Pour explorer les évolutions possibles, deux scénarios ont été envisagés ; le premier est caractérisé par une croissance modérée dans la plupart des pays (2,5 % de 1994 à 2000), le second retient une croissance plus forte dans l'union européenne (3,6 % de 1994 à 2000). Dans les deux cas, la France pourrait répondre facilement, du côté de l'offre, aux sollicitations de ses partenaires. Mais, au delà du cycle d'investissement lié à l'ajustement des capacités de production (1995-1997), la demande intérieure ne retrouverait pas un rythme suffisant pour empêcher l'affaiblissement de la croissance. En effet, le niveau élevé du chômage, qui limite la progression des salaires réels, et le rééquilibrage rapide des finances publiques pèseraient fortement sur l'évolution de la demande.

Avec 2,4 % de croissance en moyenne de 1994 à 2000 dans le premier scénario, le chômage serait à peine stabilisé, malgré l'inflexion du rythme de croissance de la productivité du travail. Dans le second scénario, la réduction plus rapide du déficit public dans un contexte de plus forte croissance permettrait une politique budgétaire moins restrictive et un moindre infléchissement de la demande intérieure. Pourtant, même dans le cas d'une politique budgétaire encore plus accommodante, la croissance française, qui pourrait alors atteindre 3,4 % en moyenne au cours des cinq prochaines années, ne permettrait qu'une baisse de un point du taux de chômage (soit environ 300 000 chômeurs de moins de 94 à 2000). Cette réduction ne serait pas suffisante pour effacer les effets de la dernière phase de ralentissement (+ 800 000 chômeurs de 1990 à 1993).

Après deux années de croissance lente (1991-1992) suivies d'une année de récession (1993), l'économie française a retrouvé en 1994 la voie de l'expansion et de la création d'emplois. Ces évolutions favorables devraient se confirmer en 1995 et, selon la plupart des prévisions à court terme, le taux de croissance du PIB devrait dépasser facilement 3 %. Ce regain de croissance peut-il s'amplifier et être durable ? C'est à cette

(*) Cette étude a été réalisée à la demande et pour la Délégation du Sénat pour la planification.

question que nous essayons de répondre à l'aide de simulations des évolutions de l'économie française à l'horizon 2000 réalisées avec le modèle Mosaïque. Les perspectives économiques françaises sont extrêmement dépendantes de l'environnement international et en particulier des évolutions européennes. Celles-ci sont bien évidemment très incertaines. La question de l'ampleur et de la durée du cycle de croissance qui s'est amorcé en 1994 se pose en France comme chez ses partenaires. De manière à explorer le champ des évolutions possibles deux scénarios ont été étudiés. Le premier est caractérisé par une croissance tendancielle relativement modérée dans la plupart des pays (2,5 % en moyenne pour l'OCDE entre 1994 et 2000). Le second suppose une accélération de la reprise et une croissance beaucoup plus forte à moyen terme (3,6 % dans l'Union européenne au lieu de 2,5).

En ce qui concerne la politique économique, les hypothèses retenues décrivent essentiellement un rééquilibrage rapide des finances publiques mises à mal par la récession. Elles consistent en une réduction significative du rythme de progression des dépenses en biens et services et des prestations sociales, ainsi qu'en une augmentation des prélèvements sur les ménages. Dans le premier scénario, la CSG augmente de 1,6 point en 1995 et de 0,5 point chaque année suivante. Dans le second scénario, le retour plus rapide du déficit des finances publiques au voisinage de 3 points de PIB permet de stabiliser la CSG de 1997 à l'an 2000.

Les résultats obtenus montrent que si l'économie française peut répondre facilement aux sollicitations de la croissance de ses partenaires, elle ne peut constituer, en Europe, un pôle très dynamique à moyen terme. En effet, le niveau très élevé du chômage et les politiques de rééquilibrage budgétaire pèsent sur la croissance de la demande interne qui ne retrouve pas, après la période de remise à niveau des capacités de production et d'investissement (de 1995 à 1997), un rythme suffisant pour empêcher l'affaiblissement de la croissance. En conséquence, les perspectives de baisse du chômage à moyen terme sont limitées, malgré l'inflexion à la baisse du taux de croissance de la productivité du travail. Si un scénario de même nature se vérifiait dans les autres pays d'Europe, l'hypothèse d'un simple mouvement conjoncturel d'accélération de la croissance, lié au cycle de l'investissement et des stocks suivi, après 1995, d'un retour à une croissance lente serait alors vraisemblable. Il n'est donc pas du tout certain que la reprise, sensible depuis le début de l'année, ouvre un cycle de longue période de forte expansion en France et en Europe. D'autant moins que l'extrême sensibilité des marchés financiers et des Banques centrales pourrait conduire à des hausses de taux d'intérêt dans la phase initiale des reprises en cours, alors même que les perspectives de redémarrage de l'inflation apparaissent, d'après nos résultats, inexistantes. En effet, tout au long de la période, un écart important subsiste entre la croissance de la productivité du travail (environ 2 %) et celle du taux de salaire réel (entre 1 et 1,2 % selon les scénarios). Même dans le cas d'une croissance plus rapide (scénario 2), l'inflation ne dépasserait pas 2 % par an en moyenne.

Cette inquiétude sur la croissance à moyen terme provient de ce qu'il paraît très difficile d'envisager une forte expansion de la demande finale

intérieure alors que les hausses de salaires devraient rester très modérées, du fait du chômage, et que le revenu disponible devrait souffrir du ralentissement des prestations sociales et des hausses des prélèvements. Certes, une baisse du taux d'épargne devrait soutenir la consommation, mais elle serait insuffisante pour compenser la trop lente augmentation des revenus nets. En même temps, le strict contrôle des dépenses publiques contribuerait aussi à ralentir la croissance de la demande. Les seuls éléments vraiment dynamiques pourraient être les investissements en début de période (1995-1997), puis le commerce extérieur qui continuerait à bénéficier, en l'absence de mouvements de change, de gains importants de compétitivité du fait du très faible taux d'inflation. Mais les investissements seraient freinés à terme par une croissance trop faible et le commerce extérieur ne pourrait, à lui seul, porter le sentier de croissance de moyenne période au delà de 2 à 2,5 %. Le tableau 1 permet de comparer les données essentielles de l'équilibre macroéconomique au cours des deux périodes successives de croissance (1986-1990) puis de décroissance de l'emploi (1991-1993), et dans chacun des deux scénarios 1994-2000.

1. Comparaison des équilibres macroéconomiques au cours du cycle précédent avec les perspectives 1994-2000

	1986-1990	1991-1993	1994-2000 Scénario 1	1994-2000 Scénario 2
<i>Taux de croissance annuels moyens (en %)</i>				
PIB Marchand	3,5	0,0	2,4	3,1
Importations	7,5	0,0	6,2	7,4
Exportations	5,0	2,7	6,1	7,5
Consommation des ménages	3,2	1,1	1,8	2,1
Investissements des entreprises	7,0	-4,6	4,0	6,0
Investissements des ménages	3,8	-2,8	3,9	5,1
Dépenses publiques en biens et services	4,1	3,2	1,3	1,3
Prix à la consommation	3,0	2,5	1,9	2,0
Taux de salaire réel	1,4	1,3	1,0	1,2
Productivité du travail	2,2	2,1	1,9	2,1
<i>Variations annuelles moyennes</i>				
Emploi total (en milliers)	192	-173	132	208
Taux de chômage (en points)	0,0	1,0	0,0	-0,2
Taux d'épargne des ménages (en points)	-0,3	0,5	-0,4	-0,3
Solde public (en points de PIB)	0,3	-1,4	0,4	0,5
<i>Niveaux en fin de période</i>				
Demandeurs d'emplois (moyenne annuelle en milliers)	2500	3160	3460	3140
Déficit public (en points de PIB)	-1,6	-5,9	-3,0	-2,4

Sources : INSEE - Comptes trimestriels, prévisions OFCE - Modèle Mosaïque.

Si l'on compare les perspectives de l'économie française à l'horizon 2000 avec le dernier cycle d'augmentation de l'emploi (1986-1990), le ralentissement de la croissance tendancielle de la demande interne appa-

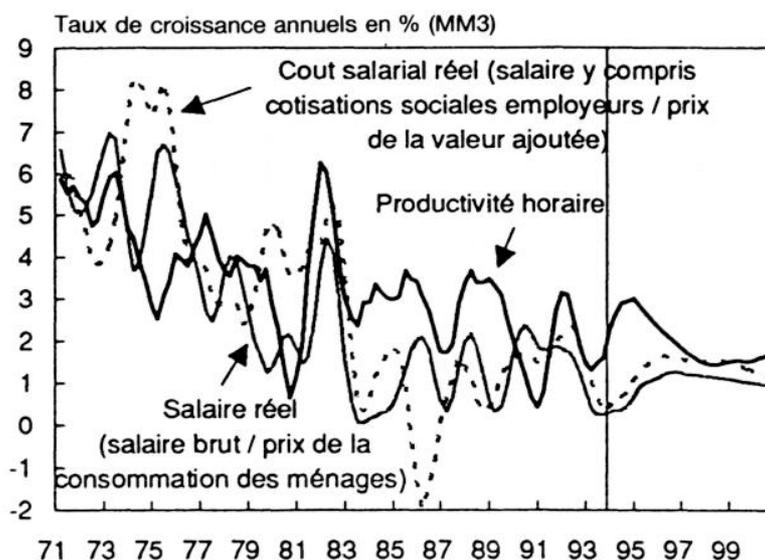
raît nettement. La consommation des ménages qui avait augmenté de 3,2 % par an ne croîtrait plus que de 1,8 à 2,1 % en moyenne. Pourtant la baisse du taux d'épargne se ferait à un rythme similaire (respectivement - 0,3 et - 0,4 point par an). Les investissements des entreprises, très dynamiques en début de période ralentiraient, une fois ajustées les capacités de production, si bien qu'ils tireraient un peu moins la croissance qu'au cours des années 1985-1990. Les dépenses publiques seraient également très en retrait.

Les conditions favorables de la seconde moitié des années quatre-vingt qui avaient permis une croissance de 3,5 % en moyenne (avec des pointes de 4,5 et 4,8 % en 1988 et 1989) ne se reproduiraient donc pas. Très schématiquement, on peut dire que la croissance de l'économie française fut jusqu'au milieu des années quatre-vingt, limitée par la contrainte extérieure. Pour s'en affranchir la France a adopté une stratégie de désinflation compétitive qui freinait la demande interne. Ce freinage était cependant lui-même limité par la désinflation qui permettait une forte baisse du taux d'épargne des ménages. Au milieu des années quatre-vingt, le contre-choc pétrolier qui stimula la croissance mondiale plaça l'économie française dans une situation particulièrement favorable : les efforts passés de baisse des coûts (les salaires réels évoluaient déjà moins vite que la productivité du travail) avaient amélioré la compétitivité, alors que la demande interne restait encore relativement dynamique : celle des administrations, car le déficit public était modéré ; celle des ménages, car les hausses de salaires réels, sans être élevées, restaient significatives, et que la poursuite de la désinflation permettait encore des baisses de taux d'épargne. La récession liée à la montée des taux d'intérêt, au ralentissement de l'économie européenne, et au comportement procyclique des ménages qui élevèrent leur taux d'épargne, a entraîné une forte hausse du chômage (de l'ordre de 800 000 personnes) qui fut la cause d'un nouveau ralentissement des hausses de salaires. Ce ralentissement devrait être durable, car le taux de chômage ne pourrait, au mieux, que reculer lentement. Ainsi, après la récession, le potentiel de croissance de la demande des ménages est encore en retrait, malgré les marges de baisse du taux d'épargne, alors que celui des administrations publiques est annulé par le fort déficit accumulé. Au-delà du cycle d'investissement, les perspectives de croissance apparaissent dès lors très limitées.

Mais les contraintes qui pèsent aujourd'hui sur la croissance à moyen terme sont très différentes de celles qui prévalaient au cours des périodes précédentes. Les contraintes d'offre apparaissent maintenant secondaires : le niveau structurellement élevé de la part des profits permet aux entreprises un financement aisé des investissements (même dans le scénario 2 où la reprise est plus marquée, le taux d'autofinancement se maintient à un niveau supérieur à 100 %, anormal à long terme) ; il en va de même pour la contrainte extérieure, même si l'équilibre à long terme de la balance des paiements interdit un différentiel de croissance trop fort avec nos partenaires. Sur la lancée des évolutions passées, qui visaient à réduire ces contraintes par la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée, on aurait ainsi basculé du côté d'une insuffisance structurelle de demande. A priori, cette situation est plus facilement

curable que la précédente. Malheureusement les niveaux des déficits publics et des taux d'intérêt, qui aggravent les problèmes de financement de ces déficits, ne permettent pas d'envisager une action isolée de relance alors que les accords internationaux, et peut être plus encore l'internationalisation des marchés qui place les gouvernements sous tutelle, interdisent les dérogations aux politiques orthodoxes.

La gestion à moyen terme de l'économie française, et sans doute de l'économie européenne, paraît ainsi confrontée à un paradoxe d'un nouveau type : les structures économiques sont saines ; les entreprises sont sans doute prêtes pour un développement rapide des capacités d'offre, dont la rentabilité à long terme paraît satisfaisante, et le financement à court terme relativement aisé ; le retour de l'inflation est pratiquement impossible tant est grand l'écart entre la croissance des rémunérations et celle de la productivité du travail (graphique 1) ; les finances publiques sont en fort déficit, mais elles ont surtout souffert d'une croissance trop faible, qui a réduit les recettes, plutôt que d'un excès de dépenses supplémentaires. La machine est donc en bien meilleur état de marche qu'au début des années quatre-vingt. Il reste toutefois à trouver le carburant qui lui permettrait de maintenir une vitesse élevée sur un long parcours.



1. Productivité du travail, salaire et coût salarial réels

Sources : INSEE, Comptes trimestriels, prévisions OFCE-Modèle Mosaïque.

Les paragraphes suivants présentent plus en détail les résultats obtenus. Enfin, deux variantes ont été réalisées : la première suppose, dans le contexte du scénario de croissance modérée à moyen terme (scénario 1), un ralentissement de la productivité du travail par extension du travail à temps partiel ; la seconde étudie les conséquences d'un assouplissement de la politique budgétaire dans le cadre d'une croissance plus soutenue en Europe (scénario 2).

L'environnement international

Les deux scénarios à moyen terme se différencient par la vigueur de la reprise en Europe. Dans ces scénarios, la croissance de l'économie américaine atteindrait son maximum en 1994 (4 %). Le Japon retrouverait la croissance, mais elle serait plus faible qu'au cours des années quatre-vingt (3 % par an au lieu de 4 % en moyenne).

Dans le premier scénario ⁽¹⁾, la croissance serait de l'ordre de 3 % en Europe en 1995. Cette croissance serait tirée par un environnement international porteur et par l'investissement des entreprises. Mais les autres composantes de la demande interne seraient peu dynamiques. Dans ce scénario, nous avons considéré que les gouvernements européens se fixeront comme objectif prioritaire le respect des critères de Maastricht, ce qui signifie qu'ils chercheront à contrôler les déficits publics. Les dépenses publiques accompagneraient donc, au mieux, la croissance économique. La consommation des ménages ne progresserait que modérément, du fait de la faible croissance du revenu des ménages dans un contexte de chômage élevé, et en raison du poids des prélèvements fiscaux. La croissance européenne atteindrait ainsi un maximum en 1995 (près de 3 %), puis ralentirait, à la fois du fait du ralentissement de l'investissement des entreprises, d'un environnement international moins porteur (moindre croissance américaine), et en l'absence de composantes de la demande interne suffisamment dynamiques pour prendre le relais. En fin de projection, la croissance des économies européennes serait à peine supérieure à 2 %. L'inflation poursuivrait son ralentissement chez nos partenaires à l'horizon de notre projection (l'inflation américaine serait un peu plus élevée à court terme, mais se réduirait avec le ralentissement de la croissance ; elle fluctuerait autour de 3 à 4 % sur la période). Le Japon ne connaîtrait pas d'inflation. Elle continuerait à ralentir en Europe (environ 2 % en fin de période, après près de 4 en 1994).

Dans le second scénario, nous avons fait l'hypothèse d'une croissance plus forte en Europe aussi bien à court qu'à moyen terme. La croissance européenne serait de 4 % en 1995, et un peu plus vigoureuse tout au long de la projection (4,5 % en 1996 et 1997 et 3 % en fin de période). Ce cycle de croissance plus favorable permettrait de réduire les déficits publics et donc de desserrer certaines des contraintes pesant sur la demande (moindre augmentation de la fiscalité pesant sur les ménages...). Cette amélioration de l'environnement international conduirait, via un surcroît d'exportations, à une croissance plus forte en France, d'environ 0,5 point en moyenne sur la période, ce qui ne permettrait qu'une faible réduction du taux de chômage à l'horizon 2000.

Depuis le début de l'année 1994, les taux d'intérêt sur les marchés obligataires américains, et par contagion sur les marchés européens, ont connu une forte hausse, d'une ampleur inattendue, les opérateurs sur les

(1) Les hypothèses de croissance que nous avons retenues sont assez proches en moyenne de celles du scénario de référence de moyen terme de l'OCDE (publié dans les Perspectives économiques de l'OCDE, n° 54, juin 1994) avec une croissance un peu plus forte en début de période et un peu plus faible par la suite.

marchés financiers anticipant une surchauffe de l'économie américaine et une reprise de l'inflation. Cette évolution des taux d'intérêt était sans doute prématurée, au vu de la croissance et de l'inflation américaines et en tout cas incohérente avec la situation conjoncturelle des économies européennes, qui sortaient à peine de la récession et connaissaient un ralentissement de leur inflation. La situation actuelle dans laquelle les taux longs européens sont aussi élevés que les taux longs américains, ne correspond pas aux situations respectives des économies. Nous avons fait l'hypothèse que l'évolution des taux longs redeviendrait plus conforme aux évolutions conjoncturelles et donc que les taux d'intérêt européens à long terme seraient stables, après une correction à la baisse dans le courant de l'année 1995.

Le dollar, en baisse au cours de l'année 1994, se raffermirait au cours de l'année 1995 vis-à-vis des monnaies européennes, du fait de l'évolution des écarts de taux d'intérêt entre les États-Unis et l'Europe. Les parités entre monnaies européennes demeuraient stables. Le yen, qui s'est à nouveau fortement apprécié en 1994, se déprécierait un peu en 1995, puis recommencerait à s'apprécier jusqu'à la fin de notre projection (d'environ 2 % par an vis-à-vis de l'ensemble des monnaies).

Les cours du pétrole, qui ont diminué en moyenne annuelle en 1994 (15,9 \$ pour le baril de Brent après 17 en 1993), sont orientés à la hausse depuis mars dernier. Dans l'hypothèse où, à court terme, l'offre demeurerait inchangée (c'est-à-dire en particulier sans retour rapide des ventes irakiennes), les cours s'affermiraient du fait de la reprise de la demande des pays industriels, même en l'absence d'une stratégie de prix plus élevés parmi les producteurs de l'OPEP. Les cours pétroliers seraient ensuite en hausse du fait de tensions sur l'offre. Ils progresseraient donc sur toute la période, mais nous n'avons pas envisagé de choc pétrolier à l'horizon 2000 ⁽²⁾.

2. Principales hypothèses d'environnement international

Taux de croissance annuels moyens, en %

	Scénario 1			Scénario 2		
	1994-1997	1998-2000	1994-2000	1994-1997	1998-2000	1994-2000
PIB UE *	2,6	2,5	2,5	3,8	3,3	3,6
PIB OCDE *	2,6	2,4	2,5	3,7	3,3	3,5
Prix manufacturiers étrangers en devises	1,7	1,7	1,7	2,0	3,0	2,4
Prix manufacturiers étrangers en FF	1,8	1,7	1,8	2,0	3,0	2,4
Prix du baril de Brent en \$**	18,6	24,7	26,0***	18,6	24,7	26,0***

* Pondération par la structure des exportations françaises. L'UE comprend nos cinq principaux partenaires (Allemagne, Italie, Royaume-Uni, Belgique et Pays-Bas), auxquels on ajoute pour former l'OCDE, les États-Unis, le Canada et le Japon.

** Moyenne annuelle

*** Moyenne annuelle en 2000

Sources : OCDE, prévisions OFCE - Modèle Mosaïque.

(2) L'évolution à moyen terme des prix du pétrole de notre compte repose sur la fourchette haute des projections de l'Agence internationale de l'énergie publiées dans World Energy Outlook, édition 1994.

Le commerce extérieur

Les bonnes performances du commerce extérieur français en 1993 résultent essentiellement de la poursuite du redressement du solde industriel, favorisé par la baisse des importations au cours de la récession.

Dans le premier scénario, les exportations de produits manufacturés bénéficieraient d'une demande mondiale dynamique, surtout à court terme, de la poursuite de gains de compétitivité-prix (les prix à l'exportation français demeurant durablement plus faibles que ceux de nos concurrents), ainsi que de gains de compétitivité hors prix à l'horizon 2000. Les exportations augmenteraient plus rapidement que la demande mondiale (soit des gains de parts de marché de l'ordre de 0,5 point par an en moyenne).

Les importations de produits manufacturés progresseraient rapidement en début de période où la demande intérieure serait la plus dynamique (8,8 % en moyenne de 1994 à 1997), puis à un rythme qui ralentirait avec celui de la demande (la progression des importations serait de moins de 5 % en fin de période). L'évolution favorable de la compétitivité à l'importation limiterait la progression des importations sur l'ensemble de la période de projection.

3. Echanges de produits manufacturés

Taux de croissance annuels moyens, en %

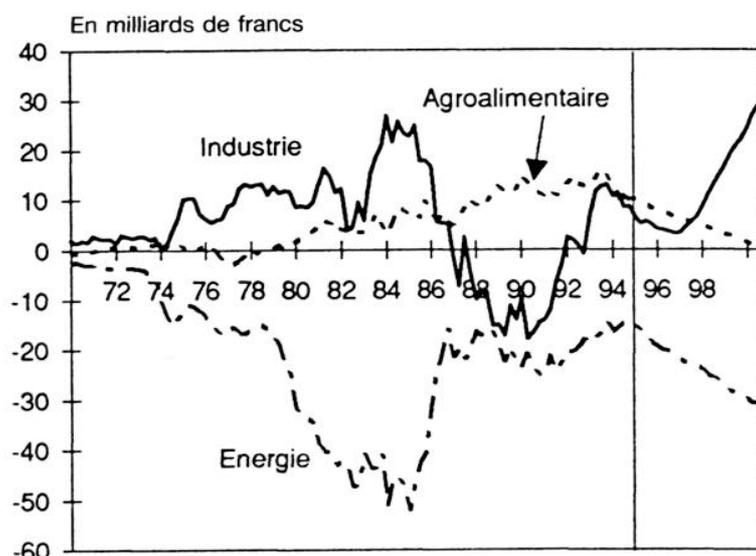
	Scénario 1			Scénario 2		
	1994-1997	1998-2000	1994-2000	1994-1997	1998-2000	1994-2000
Exportations (Francs 1980)	8,0	6,5	7,3	9,6	8,4	9,0
Importations (Francs 1980)	8,8	4,8	7,1	10,3	6,4	8,6
Prix des exportations	0,9	1,3	1,1	1,0	2,2	1,5
Prix des importations	0,9	1,1	1,0	1,1	2,2	1,6

Sources : INSEE - Comptes trimestriels, prévisions OFCE - Modèle Mosaïque.

Dans le second scénario, l'évolution des exportations serait plus vive du fait de la plus forte croissance de la demande adressée à la France, mais celle des importations le serait aussi. L'effet total sur le solde industriel serait favorable (à hauteur d'un peu plus de 4 milliards chaque année).

Le solde industriel resterait positif. Par contre, l'excédent agricole se réduirait régulièrement, essentiellement du fait de la détérioration des termes de l'échange, mais aussi du ralentissement probable du volume des exportations après les accords du GATT. Le déficit énergétique, en

réduction en 1994 grâce à la baisse des prix du pétrole en moyenne annuelle et à la dépréciation du dollar, se creuserait régulièrement au cours de la période du fait du renchérissement des prix du pétrole.



2. Soldes commerciaux

Sources : INSEE, Comptes trimestriels, prévisions OFCE-Modèle Mosaïque.

Parmi les autres postes de la balance des paiements courants, l'excédent touristique, qui a connu une forte croissance depuis plusieurs années, demeurerait élevé et resterait en très légère progression sur la période de projection. Le maintien de l'excédent des échanges de biens et services permettrait une réduction sensible des intérêts versés à l'étranger. Au total, l'évolution des soldes extérieurs permettrait le maintien d'une capacité de financement de la Nation de l'ordre de 0,3 point de PIB en moyenne dans le scénario 1, et de 0,5 dans le scénario 2. Son évolution suivrait celle du solde des échanges de marchandises : elle se réduirait donc jusqu'en 1997 (où elle pourrait être légèrement négative) puis recommencerait à s'améliorer.

La politique économique

Dans cette prévision, les hypothèses de politique budgétaire sont inspirées de la projection des finances publiques présentée dans l'annexe 3 du rapport d'information du Sénat n° 99. Sans toutefois aller jusqu'à supposer une croissance nulle des dépenses en francs constants, notre simulation retient un net infléchissement des tendances passées (tableau 4). Ceci correspond à la priorité donnée par les pouvoirs publics à la réduction des déficits publics et au contrôle des dépenses de l'État. Aucune modification de la fiscalité n'a été envisagée à l'exception du relèvement du taux de la CSG pour financer la protection sociale.

4. Les dépenses publiques

Taux de croissance (prix constants en%)	1987-1993	1994-2000
Consommation des administrations	2,6	0,7
FBCF des administrations	5,2	1,8
Effectifs des administrations (hors CES)*	36	15
Prestations sociales	3,0	2,5

* Variation annuelle moyenne en milliers.

Sources : INSEE, prévisions OFCE - Modèle Mosaïque.

Dans ce contexte particulièrement volontariste, les consommations intermédiaires des administrations et les investissements publics croîtraient respectivement de 0,7 et 1,8 % en moyenne par an de 1994 à 2000, après 2,7 et 5,5 % de 1988 à 1993. Les effectifs des administrations augmenteraient de 15 000 par an essentiellement pour faire face aux besoins des collectivités locales et des hôpitaux. Dans le même temps les effectifs de l'État resteraient stables. La revalorisation de l'indice brut de la fonction publique serait, en termes réels, inférieure à 1 % par an en moyenne.

L'augmentation des subventions agricoles, liée à la réforme de la PAC, assurerait le maintien du pouvoir d'achat du revenu par tête des agriculteurs.

Enfin, l'investissement des grandes entreprises nationales, qui avait fortement décliné en 1993, se redresserait progressivement pour croître de 1,5 % par an en moyenne en fin de prévision. La priorité donnée au désendettement et la fin d'un certain nombre de projets justifient l'évolution retenue en 1994 et 1995. Par la suite, de nouveaux programmes d'investissements, tels que l'aménagement d'infrastructures de communication, viendraient redonner du dynamisme à ce poste.

La simulation retient un ralentissement des dépenses de protection sociale. En particulier, les dépenses de santé qui représentent en 1993 la moitié de l'ensemble des dépenses de Sécurité sociale ne croîtraient plus, à prix constants, qu'au rythme de 2,1 % par an en moyenne de 1994 à 2000, après 3,0 % de 1988 à 1993.

Le maintien du pouvoir d'achat des prestations chômage par tête et la moindre progression du nombre de chômeurs entraîneraient une croissance des prestations en francs constants de l'ordre de 1 % par an.

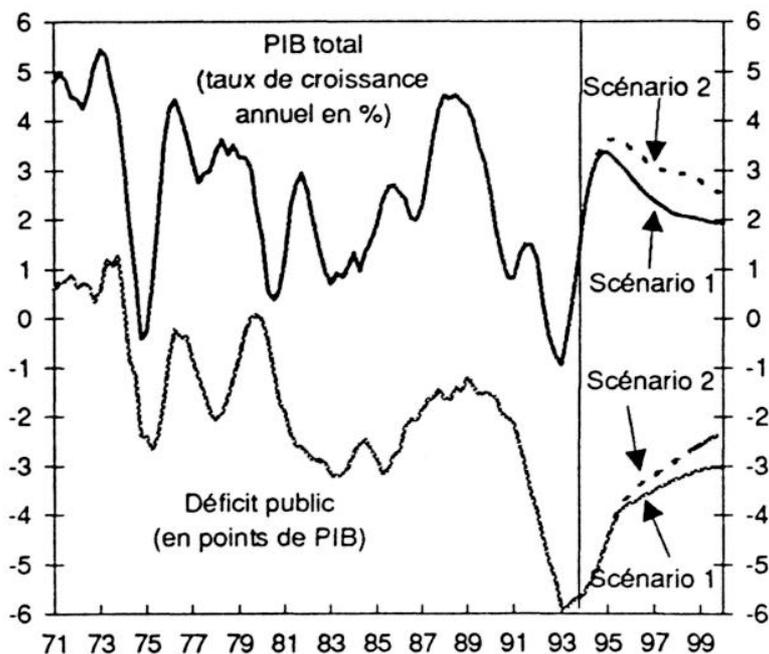
Les prestations familiales ralentiraient également dès 1994 et n'augmenteraient que de 0,8 % par an en moyenne. Cette évolution modérée ne semble pas totalement compatible avec les mesures d'amélioration des prestations récemment prises. Par ailleurs, elle résulte de mouvements très contrastés : la baisse tendancielle des allocations familiales

liée à des évolutions démographiques, telles que la diminution de la taille des familles et la baisse du nombre de naissances côtoient la montée en charge des nouvelles mesures comme l'aménagement de l'allocation parentale d'éducation et le développement des prestations pour la garde des jeunes enfants, dont il est difficile de mesurer l'impact financier.

Enfin, les prestations vieillesse indexées sur l'évolution des prix hors tabac augmenteraient de 3,6 % en moyenne par an en francs constants, prolongeant ainsi le ralentissement observé depuis 1986.

Au total, les besoins de financement de la protection sociale resteraient importants à court terme et seraient pris en charge par les ménages par une augmentation de la CSG. Celle-ci verrait son taux relevé à 4 % au second semestre 1995 pour financer les déficits cumulés de 1994 et 1995. Par la suite, il progresserait régulièrement de 0,5 point par an pour atteindre 6,5 % en 2000 (scénario 1).

Le besoin de financement des administrations publiques, qui avait atteint près de 6 points de PIB fin 1993, se résorberait progressivement avec le retour de la croissance (graphique 3).



3. Croissance du PIB et déficit public

Sources : INSEE, Comptes trimestriels, prévisions OFCE-Modèle Mosaïque.

Le déficit primaire serait inférieur à 50 milliards de francs à partir de 1998. En début de simulation, l'amélioration des résultats des entreprises entraînerait une hausse de l'impôt sur les bénéfices des sociétés qui s'atténuerait par la suite. Les recettes de TVA et de cotisations sociales augmenteraient plus régulièrement, mais à un rythme plus lent du fait du manque de dynamisme de la consommation des ménages, de l'emploi et

des salaires. Les intérêts nets versés seraient stables, en francs courants, essentiellement grâce à la baisse des taux d'intérêt. Au total, le déficit public ne représenterait plus que 3,5 points de PIB fin 1996, puis 2,9 points à l'horizon de la prévision. Dans le scénario 2, le rétablissement des finances publiques serait plus aisé, de sorte que le taux de la CSG resterait inchangé à partir de 1997.

Les ménages

Le revenu disponible réel des ménages qui avait très fortement ralenti en 1993 devrait progressivement s'accélérer à partir de 1994, notamment grâce à la stabilisation puis à la reprise de l'emploi salarié. Les créations d'emplois ne seraient toutefois pas suffisantes pour faire baisser le chômage qui pèserait encore fortement sur l'évolution des salaires dont le pouvoir d'achat n'augmenterait, dans le secteur marchand, que de 1,0 % en moyenne annuelle entre 1994 à 2000. Pourtant, la masse salariale redeviendrait l'élément le plus dynamique du revenu disponible brut des ménages (RDB). La contribution des prestations sociales à la croissance du RDB demeurerait importante, bien qu'en baisse par rapport aux années passées. Mais la prise en charge par les ménages des déficits de la Sécurité sociale réduirait largement cet effet. Nettes de prélèvements, les prestations sociales auraient toutefois un impact encore légèrement positif sur le revenu réel des ménages. Les revenus de la propriété, qui avaient représenté une part de plus en plus importante du RDB depuis la fin des années quatre-vingt, n'auraient que peu d'influence sur l'évolution du revenu des ménages à l'horizon de cette prévision. En effet, la baisse des flux nets d'intérêts reçus par les ménages, due à la diminution des taux d'intérêt, serait tout juste compensée par la hausse des dividendes distribués par les entreprises. Au total, la croissance du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages, particulièrement faible sur la période de simulation (1,3 % par an en moyenne), refléterait le manque de dynamisme de la masse salariale, les autres composantes du RDB n'apportant pas la même contribution que lors de la reprise consécutive au contre-choc pétrolier (tableau 5).

La hausse régulière du taux d'épargne des ménages depuis la fin de 1987 s'est interrompue au milieu de 1993. Si l'accélération du pouvoir d'achat du RDB explique la hausse de 1987 à 1990, sa poursuite à partir de 1991, alors que l'activité ralentissait, est due à la très vive augmentation du chômage. Face à la montée des incertitudes sur le marché du travail, les ménages ont privilégié la constitution d'une épargne de précaution. A court terme, la stabilisation du nombre de demandeurs d'emploi devrait permettre le retour à un comportement d'épargne plus habituel, ce qui est cohérent avec la baisse du taux d'épargne observée depuis la seconde moitié de 1993. Cette baisse se poursuivrait en 1994 et 1995. L'effet d'encaisse réel lié à la désinflation jouerait également dans ce sens au début de la prévision. Par ailleurs, au second semestre de 1995, les ménages réduiraient transitoirement leur effort d'épargne

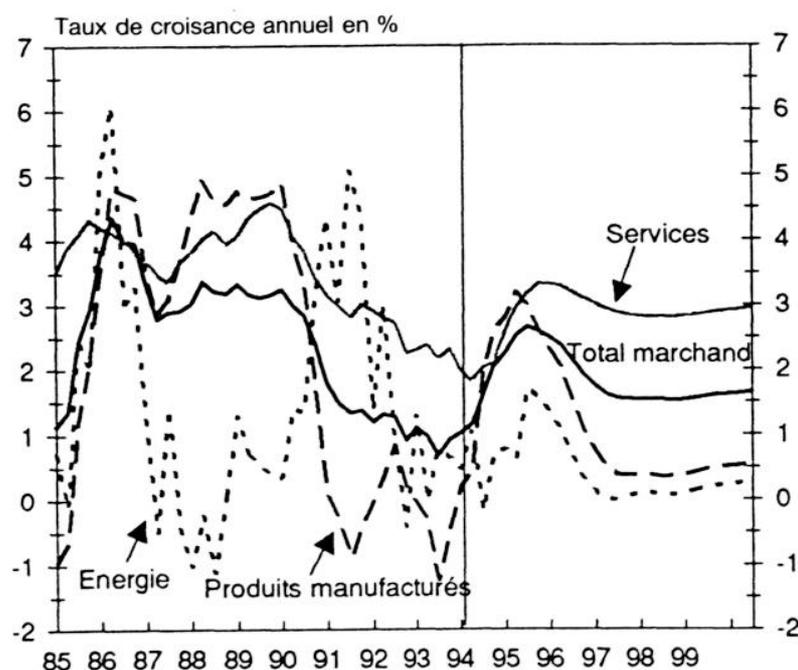
5. Contributions à la croissance du RDB des ménages

Moyenne annuelle (en %)	Scénario 1		Scénario 2	
	1994-1997	1998-2000	1994-1997	1998-2000
Pouvoir d'achat du RDB dont :	1,2	1,4	1,3	2,3
Salaires nets	0,8	0,9	0,9	1,3
Salaires bruts	1,0	1,1	1,1	1,6
Cotisations	-0,2	-0,2	-0,2	-0,3
Revenu des entrepreneurs individuels	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3
Prestations sociales	0,9	1,0	0,9	1,0
Impôts	-0,7	-0,8	-0,7	-0,4
Revenus de la propriété	0,1	0,2	0,1	0,2
Autres revenus	0,5	0,4	0,5	0,4

Source : Prévisions OFCE - Modèle Mosaïque.

pour faire face à l'augmentation de la CSG. Par la suite, les effets du taux de croissance du pouvoir d'achat du RDB et de l'inflation seraient négligeables, de sorte que l'arbitrage des ménages entre consommation et épargne ne serait plus modifié.

Tout d'abord tirée par la consommation de produits manufacturés en 1994, la consommation totale des ménages contribuerait au retour de la croissance en 1994 et 1995. La reprise de la consommation de services serait plus tardive, mais également plus durable, alors que la consommation de produits manufacturés ralentirait dès la fin de 1995 (graphique 4). Malgré la baisse très marquée du taux d'épargne jusqu'à la fin de 1996, l'évolution trop modérée du revenu des ménages ne permettrait pas à la



4. Consommation des ménages

Sources : INSEE. Comptes trimestriels, prévisions OFCE-Modèle Mosaïque.

consommation de prendre le relais de l'investissement comme moteur de la croissance au delà de 1996. Après un pic à 2,5 % en moyenne en 1995-1996, la consommation totale des ménages ralentirait et n'augmenterait plus par la suite qu'au rythme de 1,5 % par an en moyenne.

Profitant des évolutions favorables du prix des logements neufs et du revenu par tête, l'investissement-logement retrouverait un rythme de croissance proche de celui de la seconde moitié des années quatre-vingt. La baisse puis la stabilisation des taux d'intérêt viendraient également encourager ce mouvement. Sur l'ensemble de la simulation, l'investissement-logement des ménages contribuerait de manière significative à la croissance du PIB.

Les entreprises et la formation des prix

La bonne situation financière des entreprises et le très faible taux tendanciel d'inflation constituent deux faits marquants des perspectives à moyen terme de l'économie française.

Ils résultent tous les deux du maintien d'une forte modération salariale (tableau 6). Compte tenu du niveau élevé du chômage, aucun dérapage ne semble en effet envisageable, et la tendance des hausses de salaire réel se situerait au voisinage de 1 % par an. En conséquence, et malgré le ralentissement de la croissance de la productivité du travail, l'augmentation des coûts et des prix de production resterait durablement inférieure à 2 % par an.

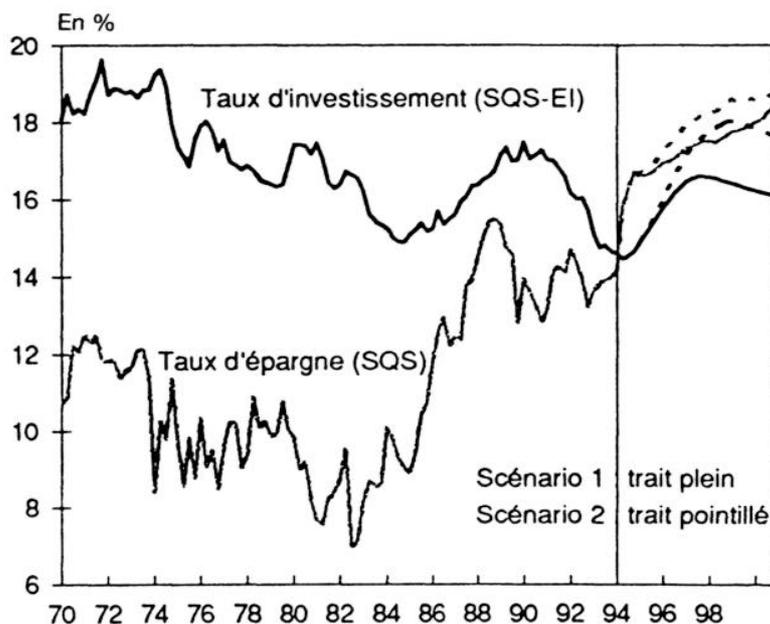
6. Salaires et prix

Taux de croissance annuels moyens en %

	Scénario 1		Scénario 2	
	1994-1997	1998-2000	1994-1997	1998-2000
Salaire réel	0,9	1,1	1,0	1,6
Prix à la consommation	1,9	2,0	1,8	2,2
Salaire nominal	2,8	3,1	2,9	3,8
Coût salarial unitaire des entreprises	1,0	1,5	0,8	2,2
Prix du PIB marchand	1,4	1,6	1,3	1,8

Source : Prévisions OFCE - Modèle Mosaïque.

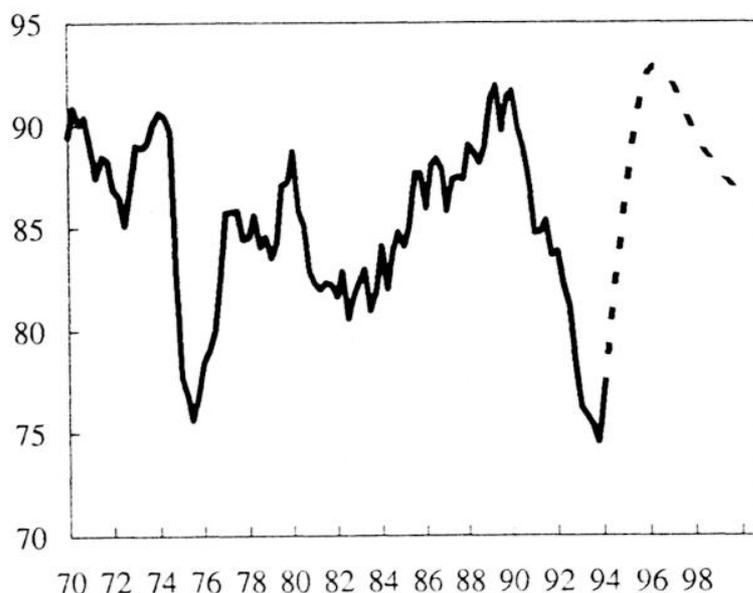
Dans ces conditions, la situation financière des entreprises resterait très favorable. Une légère baisse du taux de marge des SQS-EI (sociétés, quasi-sociétés et entreprises individuelles) serait toutefois possible du fait des contraintes qui pèsent sur les revenus réels agricoles et de la modération des augmentations de revenus des autres entrepreneurs individuels. Les sociétés, quant à elles, pourraient encore augmenter leur taux d'épargne et conserver des taux d'autofinancement élevés (graphique 5).



5. Taux d'épargne et taux d'investissement des entreprises

Sources : INSEE, prévisions OFCE-Modèle Mosaïque.

Il y aurait donc peu de freins financiers à l'investissement des entreprises, qui évoluerait en fonction des besoins d'ajustement des capacités de production à la croissance des débouchés. Ceux-ci seraient particulièrement importants en début de période du fait du retard pris au cours des années précédentes. Malgré une forte croissance des investissements en 1995 et 1996, les marges de capacité disponibles dans le secteur manufacturier se réduiraient rapidement pour atteindre un minimum d'environ 12 % dans le scénario 1 et 10 % dans le scénario 2. Par la suite, le ralentissement de la croissance entraînerait un allègement des tensions sur les capacités de production (les capacités disponibles rejoignent un niveau normal de l'ordre de 15 à 16 %) et un ralentissement des investissements eux-mêmes. La dynamique des investissements productifs se limiterait donc au cycle d'ajustement des capacités de production (graphique 6).



6. Taux d'utilisation des capacités de production

Sources : INSEE, calculs et prévisions OFCE-Modèle Mosaïque.

Emploi et chômage

La croissance moyenne de 2,4 % du premier scénario serait juste suffisante pour stabiliser le taux de chômage à l'horizon de l'année 2000 au voisinage de son niveau actuel, (le nombre de demandeurs d'emploi atteignant 3 500 000 environ). Dans le second scénario, le niveau du chômage serait stabilisé et son taux baisserait d'environ 1 point (le nombre des demandeurs d'emploi serait alors d'environ 3 100 000). La croissance de l'emploi ne serait donc pas suffisante pour entraîner une forte réduction du sous-emploi.

Le tableau 7 retrace les évolutions de la productivité du travail et des effectifs dans les principales branches.

Par rapport aux périodes antérieures le changement principal consisterait dans le ralentissement de la tertiarisation de l'emploi. En effet, la croissance étant essentiellement tirée par l'extérieur et, en début de période, par les investissements, elle serait, plus que par le passé, favorable à l'industrie. Le faible dynamisme de la consommation des ménages et des prestations santé pénaliseraient à l'inverse le développement des emplois de service, plus dépendants de la demande intérieure.

La croissance de la productivité du travail continuerait à ralentir tendanciellement ce qui favoriserait les créations d'emplois. Pour l'ensemble du secteur marchand, de 1994 à 2000, la croissance moyenne de la productivité serait de 2 % par an, soit 0,5 point de moins que lors de la dernière période d'augmentation de l'emploi (1985-1990). Cette hypothèse paraît raisonnable. Il existe cependant une incertitude à ce sujet. Les évolutions de l'emploi du premier semestre de 1994 semblent, en effet, indiquer une très forte chute du rythme de croissance de la productivité dans le secteur tertiaire. Si celle-ci était durable, ce que nous n'avons pas supposé, les créations d'emplois pourraient être beaucoup plus nombreuses. Il paraît cependant hasardeux de fonder une perspective à moyen terme sur une observation statistique conjoncturelle dont l'imprécision est très grande (une sous-estimation de la croissance de la production dans le secteur des services est tout à fait possible ⁽³⁾).

Sur l'ensemble de la période, ceci permettrait de créer 900 000 emplois, soit près de 130 000 par an (tableau 8). Tirée par les investissements puis l'extérieur, la croissance serait plus favorable à l'industrie, qui redeviendrait en moyenne créatrice nette d'emplois. Le secteur tertiaire marchand resterait cependant le principal pôle de croissance de l'emploi,

(3) L'analyse des révisions statistiques de l'emploi et de la production montre qu'il faut être prudent à l'égard des observations de court terme qui semblent indiquer une forte inflexion de tendance. Ainsi, les premières évaluations de l'évolution de la productivité du travail dans les services pour l'année 1986 indiquaient une baisse de 0,1 %. Après rectifications, les évaluations actuelles conduisent à une hausse de 3 % (Cf. Gérard Cornilleau et Alain Gubian : « Révisions successives des comptes nationaux et de l'emploi », Revue de l'OFCE, n° 35, janvier 1991).

7. Valeur ajoutée, productivité du travail et emploi

			Scénario 1			Scénario 2		
	1986-1990	1991-1993	1994-1997	1998-2000	1994-2000	1994-1997	1998-2000	1994-2000
<i>Industrie</i>								
Valeur ajoutée	2,8	-1,3	3,9	2,0	3,1	4,9	3,2	4,2
Productivité	3,7	2,1	4,2	1,6	3,1	4,8	1,5	3,4
Emploi	-0,9	-3,3	-0,3	0,4	0,0	0,1	1,6	0,8
<i>BTP</i>								
Valeur ajoutée	3,8	-2,0	3,3	2,5	3,0	3,9	4,0	3,9
Productivité	2,6	1,6	3,1	0,9	2,2	3,4	1,2	2,4
Emploi	1,2	-3,6	0,2	1,6	0,8	0,5	2,8	1,5
<i>Services et commerces</i>								
Valeur ajoutée	4,3	1,0	2,4	2,0	2,2	2,8	2,8	2,8
Productivité	1,6	1,4	1,0	1,2	1,1	1,2	1,4	1,3
Emploi	2,6	-0,4	1,5	0,8	1,2	1,6	1,4	1,5
<i>Ensemble marchand</i>								
Valeur ajoutée	3,4	0,4	2,7	1,9	2,3	3,1	2,7	2,9
Productivité	2,5	2,0	2,3	1,5	1,9	2,6	1,6	2,1
Emploi	0,8	-1,6	0,4	0,4	0,4	0,5	1,1	0,8

Source : Prévisions OFCE - Modèle Mosaïque.

8. Variations de l'emploi total par branches

Variations annuelles moyennes en milliers*

	Agriculture et IAA	Industrie manufacturière et énergie	BTP	Services et commerces	Non marchand (hors CES)	CES	Ensemble
1985-1990	-60	-36	20	225	46	-3	192
1991-1993	-57	-147	-55	-51	69	66	-173
<i>Scénario 1</i>							
1994-1997	-61	5	13	145	37	13	152
1998-2000	-42	10	20	70	40	9	106
1994-2000	-53	7	16	112	38	11	132
<i>Scénario 2</i>							
1994-1997	-62	23	18	158	37	13	186
1998-2000	-43	63	40	127	40	9	237
1994-2000	-54	40	27	145	38	11	208

* Glissements annuels entre les moyennes des derniers trimestres des années n et n-1.

Source : Prévisions OFCE - Modèle Mosaïque.

mais une fois passée la phase de reprise des années 1994 et 1995, la faiblesse de la croissance de la demande intérieure ne permettrait pas un développement rapide des créations d'emplois. En ce qui concerne le secteur non marchand, la contrainte de réduction du déficit budgétaire conduirait à un freinage en début de période. Toutefois, les créations d'emplois dans les collectivités locales, ainsi que le développement des emplois salariés des ménages, permettraient de maintenir une croissance globale de l'ordre de 40 000 par an.

Compte tenu du fort taux de chômage, il est probable que les Contrats emplois solidarité seront maintenus à un haut niveau. On a seulement retenu l'hypothèse d'un mouvement de recul au cours du second semestre 1995, lié au changement de gouvernement à la suite de l'élection présidentielle, compensé dès 1996 par une nouvelle hausse qui se poursuivrait régulièrement par la suite.

La population active augmenterait rapidement en début de période du fait de la flexion des taux d'activité qui amènerait sur le marché du travail un certain nombre de travailleurs supplémentaires attirés par les créations d'emplois (tableau 9). Par la suite, la hausse se stabiliserait, l'augmentation de la population active potentielle atteignant en moyenne un peu plus de 150 000 personnes d'ici l'année 2000 ⁽⁴⁾.

9. Population active, emploi et chômage

Variations annuelles moyennes en milliers*

	Population active (= Emploi + DEFM)	Emploi	Chômage (DEFM)
1985-1990	205	192	13
1991-1993	83	- 173	256
<i>Scenano 1</i>			
1994-1997	166	152	14
1998-2000	154	107	47
1994-2000	161	132	28
<i>Scenano 2</i>			
1994-1997	177	186	- 9
1998-2000	199	237	- 39
1994-2000	186	208	- 22

* Glissements annuels entre les moyennes des derniers trimestres des années n et n-1.

Sources : INSEE, ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle. Prévisions OFCE - Modèle Mosaïque.

En conséquence, le nombre de chômeurs continuerait d'augmenter dans le premier scénario, atteignant 3,5 millions en 2000, et il ne diminuerait que de 100 000 dans le second scénario.

(4) L'évolution de la population active potentielle dépend de la démographie et de la tendance des taux d'activité. Nous avons retenu ici les évaluations de l'OFCE de 1993 (Cf. Éric Confais, Gérard Cornilleau, Alain Gubian et Catherine Mathieu : « Croissance française à l'horizon 2000 », Revue de l'OFCE, n° 44, avril 1993).

Variantes

Le premier scénario suppose une croissance relativement lente sur longue période. Il conduit donc à une poursuite de la hausse du chômage et à des augmentations de salaires faibles. Dans un tel contexte, un ralentissement supplémentaire de la croissance de la productivité du travail pourrait se produire. Pour en mesurer les effets éventuels, nous avons réalisé une variante dans laquelle nous avons supposé une extension rapide du travail à temps partiel dans le secteur des commerces et des services ⁽⁵⁾. On a retenu l'hypothèse d'une augmentation de 1 point par an de la part des emplois à temps partiel dans ce secteur ⁽⁶⁾. En supposant que ces emplois sont à mi-temps, ceci permettrait, ex ante, la création de 45 à 50 000 emplois supplémentaires chaque année. Ex post, une telle évolution conduirait à une augmentation d'environ 240 000 du volume total de l'emploi en l'an 2000 et à une réduction de 120 000 du nombre des chômeurs (tableau 10).

10. Variante 1 : Ralentissement de la productivité du travail dans le secteur des services et des commerces
(à partir du troisième trimestre de 1994, scénario 1)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<i>Ecarts au compte central en %</i>							
PIB Marchand	0,0	-0,0	-0,0	-0,1	-0,1	-0,2	-0,3
Importations	-0,0	-0,0	-0,1	-0,2	-0,2	-0,3	-0,4
Exportations	-0,0	-0,0	-0,0	-0,1	-0,2	-0,3	-0,5
Consommation des ménages	0,0	0,0	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0
Investissements des entreprises	0,0	-0,1	-0,2	-0,5	-0,8	-1,1	-1,5
Investissements des ménages	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0	0,1	0,2	0,3
Prix à la consommation	0,0	0,0	0,1	0,2	0,3	0,5	0,8
Taux de salaire réel	0,0	0,1	0,2	0,4	0,5	0,7	1,0
Productivité du travail	-0,1	-0,3	-0,6	-0,8	-1,1	-1,4	-1,7
<i>Ecarts en niveau</i>							
Emploi total (en milliers)	20	46	86	127	166	205	242
Nombre de chômeurs (en milliers)	-11	-24	-45	-65	-85	-104	-123
Taux d'épargne des ménages (en points)	-0,0	-0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2
Solde public (en points de PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Solde extérieur (en points de PIB)	-0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1

Source : Prévisions OFCE - Modèle Mosaïque.

(5) Une baisse plus rapide du rythme de croissance de la productivité horaire du travail, liée à une baisse du coût salarial, est également envisageable. Elle est toutefois très difficile à quantifier — car les analyses économétriques des mécanismes de substitution entre capital et travail sont peu concluantes —, et ses effets macroéconomiques seraient voisins. On a donc préféré s'en tenir à un calcul simple mesurant l'impact d'une réduction de la durée moyenne effective du travail qui entraîne également une baisse de la productivité apparente par tête.

(6) Dans le tertiaire, la part des emplois à temps partiel était d'environ 17,5 % en 1993 (d'après l'enquête emploi de l'INSEE, Cf. Marie-Madeleine Bordes et Danièle Guillemot : « Marché du travail, Séries longues », INSEE résultats, n° 305-306, mai 1994). Elle atteindrait donc 22 à 23 % en 2000.

La croissance ne serait pratiquement pas modifiée car le ralentissement de la productivité ne crée pas de richesses supplémentaires. Par contre, la détente du marché du travail entraîne une hausse des salaires réels qui dégrade la compétitivité et provoque un freinage de la croissance industrielle. Celle-ci est toutefois pratiquement compensée par la hausse de la demande interne qui résulte de la plus forte croissance des revenus. Le résultat final consiste donc en une quasi stabilité de la production et la variation *ex post* de l'emploi est très voisine du choc initial. Seul le partage du travail se trouve donc modifié.

Le second scénario que nous avons retenu, suppose une croissance plus forte en Europe. Celle-ci ne pourrait sans doute résulter que d'une politique économique plus accommodante et, en particulier, de l'abandon partiel de l'objectif de redressement rapide des finances publiques. Pourtant, dans le cadre de ce scénario, nous n'avons pas envisagé que la France infléchisse sa propre politique économique. Ceci explique que la croissance française soit, dans notre simulation, légèrement plus faible que celle de nos partenaires européens. Pour mettre en évidence l'impact de cette hypothèse, nous avons réalisé une variante du scénario 2 dans laquelle la politique française, moins restrictive, ne vise plus le retour rapide du déficit public autour de 3 points de PIB. Nous avons donc supprimé les hausses de CSG retenues dans le scénario 2 (+ 1,6 point en juillet 1995 et + 0,5 chaque année jusqu'en 1997) et augmenté, à partir de 1996, le taux de croissance des dépenses publiques qui ne serait plus qu'en léger retrait par rapport à la croissance du PIB (+ 3 % par an pour les investissements et 2,6 pour la consommation publique au lieu de respectivement 1,0 et 1,8 dans les scénarios précédents).

Cette politique budgétaire plus expansive permettrait d'augmenter de 2,1 % le volume du PIB en 2000 et le nombre des emplois de 250 000 environ (tableau 11). Le taux de croissance moyen de la période serait alors de 3,4 % par an ce qui comblerait pratiquement entièrement le différentiel de croissance avec nos partenaires européens.

La contrepartie de ces meilleures performances en termes de croissance et d'emplois est évidemment une moindre amélioration de la situation des finances publiques qui se redressent plus lentement : la suppression de l'augmentation de la CSG en 1995 accroît le déficit de 0,4 point de PIB ; par la suite, la combinaison d'une plus forte croissance des dépenses publiques et l'absence d'augmentation de la fiscalité, fait croître le déficit de 0,9 point de PIB. En 2000, il rejoint toutefois à peu près l'objectif de 3 points de PIB, du fait de l'incidence favorable de la croissance de la production.

Le tableau 12, synthétise l'ensemble des résultats que nous avons obtenus. En dehors du fait qu'il éclaire l'étendue des incertitudes inhérentes à tout exercice de simulation à moyen terme, il montre que les perspectives de réduction du chômage restent limitées. Dans le meilleur des cas, si la croissance est soutenue en Europe et si le redressement des finances publiques est soumis à des contraintes faibles, le niveau du chômage ne baisse que de 300 000 à l'horizon de l'an 2000. Une

extension plus rapide du temps partiel permettrait sans doute de réduire encore un peu le sous-emploi, mais il apparaît, en tout état de cause, extrêmement difficile d'envisager d'effacer, d'ici à la fin du siècle, les effets sur le chômage de la récession du début des années quatre-vingt-dix (+ 800 000 chômeurs).

11. Variante 2 : Maintien du taux de la CSG à son niveau actuel et dépenses publiques plus soutenues à partir de 1996
(scénario 2)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<i>Ecart au compte central en %</i>						
PIB Marchand	0,2	0,8	1,4	1,8	2,0	2,1
Importations	0,3	1,4	2,4	2,8	3,0	3,0
Exportations	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Consommation des ménages	0,2	0,9	1,5	1,9	2,2	2,4
Investissements des entreprises	0,4	2,0	3,5	4,3	4,3	3,7
Investissements des ménages	1,3	4,2	5,5	5,8	5,9	6,0
Prix à la consommation	-0,0	-0,2	-0,4	-0,5	-0,6	-0,5
Taux de salaire réel	0,0	0,1	0,2	0,4	0,6	0,8
Productivité du travail	0,1	0,6	0,8	0,8	0,7	0,5
<i>Ecart en niveau</i>						
Emploi total (en milliers)	2	26	76	138	198	248
Nombre de chômeurs (en milliers)	-24	-45	-65	-85	-104	-123
Taux d'épargne des ménages (en points)	0,4	0,7	0,6	0,5	0,4	0,4
Solde public (en points de PIB)	-0,4	-0,9	-0,9	-0,9	-0,9	-0,9
Solde extérieur (en points de PIB)	-0,1	-0,3	-0,6	-0,7	-0,8	-0,8

Source : Prévisions OFCE - Modèle Mosaïque.

12. Principaux résultats

1994 - 2000	Scénario 1		Scénario 2	
	Compte central	Variante	Compte central	Variante
<i>Taux de croissance annuel moyen</i>				
PIB marchand	2,4	2,4	3,1	3,4
Prix à la consommation	1,9	2,0	2,0	1,9
<i>Variation annuelle moyenne</i>				
Emploi (en milliers)	132	169	208	245
<i>Niveau en 2000</i>				
Nombre de chômeurs (en milliers)	3 460	3 360	3 140	2 990
Taux de chômage (Defm/(emploi+Defm))	13,0	12,5	11,8	11,1
Solde public (en points de PIB)	-3,0	-3,0	-2,4	-3,3
Solde extérieur (en points de PIB)	0,4	0,4	0,8	-0,0

Source : Prévisions OFCE - Modèle Mosaïque.